

Un gouvernement commando pour une mission périlleuse

Difficile mission, c'est le moins que l'on puisse dire à propos de ce qui attend le nouveau gouvernement de transition. Cependant, l'euphorie semble distraire les arrivants de l'enjeu d'une transition aux contours sinueux.

Que les uns et les autres se rassurent : la partie est loin d'être une plaisanterie. Sinon qu'elle n'a d'identifiant qu'une expédition commando en mission périlleuse. Celle de sauver le bateau Mali d'un naufrage quasi certain.

Dr Cheick Modibo Diarra, Premier ministre

Les événements du 22 mars ont fait subir au Mali la plus dure des épreuves. Il en ressort que tous les segments de la vie socio économique et culturelle en ont ressenti un spasme au point pour certains de connaître un arrêt. De quoi faire dire à certains et à juste titre que le pays souffre aujourd'hui même dans son existence. Sortir le pays d'un chaos annoncé revient ni plus moins à entreprendre ce qu'il convient d'appeler les 12 travaux d'hercule. Faudrait-il y croire? La très controversée équipe du premier ministre Cheik Modibo DIARRA peut-elle se prévaloir d'un répondant à tout venant ?

En effet Entre autres interrogations, en voici bien celles qui alimentent les débats au-delà des salons feutrés. Ce n'est un secret pour personne que le tissu économique et social connaît sa pire déliquescence dont le raccommodage à défaut de sa restitution passe par un sacrifice ultime. On convient qu'un homme avisé de la trempe de Cheick DIARRA est loin de se perdre en conjectures lorsqu'il s'agit d'aller vers les hommes dignes de mission.

Depuis le coup d'état du 22 Mars, le secteur économique du pays traversent une passe très difficile. De quoi plonger des opérateurs aux limites du désœuvrement. Le tissu industriel malien est touché de plein fouet par la crise sans parler de l'occupation du territoire au Nord. Si les premières sueurs froides qui ont suivi l'annonce de l'embargo de la CEDEAO sont passées, le pire semble encore à venir pour ceux qui ont fait le choix d'investir dans ce secteur d'activités.

Monsieur Gerard Achcar, en charge de l'industrie au Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), dans son intervention le 25 avril 2012 à l'ORTM, nous fait savoir que la situation est critique et les perspectives pas très encourageantes. Des problèmes majeurs menaceraient les activités des usines maliennes, à très court terme.

Dans cette nébuleuse, les importations de matières premières sont devenues un casse-tête pour les chefs d'entreprises. Les achats de matières premières et de matériels se faisaient grâce à une assurance crédit accordée par les fournisseurs qui sont, dans leur grande majorité, européens, ont arrêté l'octroi de ces crédits aux entreprises maliennes lesquelles sont obligées de se tourner vers les banques locales, or celles-ci subissent également de la crise.

En effet, le recensement industriel réalisé en 2006 dénombre 406 entreprises industrielles dont 343 en activité. La plupart, soit 70 %, sont installées dans le district de Bamako. Les entreprises industrielles employaient 17 593 personnes en 2006, contre 13 127 personnes en 2002, soit une augmentation de 34 % en 4 ans. En 2005, ces entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires de 897 milliards de francs CFA. La plus grande partie de la population travaille dans ses secteurs informels.

Un marché réduit

La crise au Nord a, elle aussi, des incidences sur les affaires des industriels maliens. Le marché déjà infesté de produits de contrebande et de contrefaçon s'est considérablement réduit avec les « frontières de fait » qui sont nées de la prise des régions nord par le MNLA et ses alliés. Les marchandises venant de la Mauritanie et de l'Algérie voisines entrent directement et sans contrôle sur le territoire malien. Aujourd'hui, il est difficile de demander à un douanier de procéder à des saisies

dans cette zone. Les services douaniers ont, en effet, perdu leur matériel informatique dans les événements du putsch et toutes les opérations, déjà pas très simples à réaliser au départ, sont devenues encore plus complexes. Nos commerçants commencent déjà à acheter ces marchandises de contrebande à Mopti et d'autres zones et les vendent à des prix défiant toute concurrence. Comme si cela ne suffisait pas, un autre secteur non moins pourvoyeur de ressources au trésor publique connaît sa plus forte turbulence. Le secteur touristique malien qui traverse un sale temps. Mopti, Tombouctou et les plateaux dogons qui se taillent une part essentielle de cet apport en souffrent aujourd'hui le plus. Pour preuve, avec plus de 10 000 touristes par an, les hôtels de la Venise malienne qui affichaient complet en sont aujourd'hui au stade de la moisissure. Dans ce mal vivre, comment passer sous silence le prestigieux hôtel de l'amitié de Bamako de plus en plus prononcé pour un délabrement dès lors qu'à défaut de client, la manne céleste qui couvrait ses charges fixes s'est évaporée comme par enchantement.

A savoir qu'avec 80 milliards de francs CFA générés en 2005, le tourisme est devenu un secteur important de l'économie malienne, avec la création de 17 000 emplois dans cette filière. Le nombre d'hôtel est passé de 53 en 1990 à 242 en 2005. Le tourisme devrait initialement connaître un nouvel essor dans les prochaines années. Il était envisagé d'accueillir 300 000 touristes en 2009 contre 112 654 enregistrés en 2010.

D'AUTRES EFFETS COLLATÉRAUX

Il apparaît évident de se pencher tout d'abord sur les effets collatéraux de la crise, avec le flux de réfugiés et de personnes déplacées. Le nouveau gouvernement doit mobiliser des mannes financières importantes pour les besoins des déplacés et réfugiés.

A en croire celles-ci, l'on dénombre au total plus de 160 000 personnes ayant traversé la frontière malienne pour se retrouver dans les autres pays de la sous-région en raison de la situation.

Le Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) a enregistré des réfugiés dans des pays d'asile. Pour les pays comme la Mauritanie, l'Algérie, le Burkina Faso et le Niger, il s'imposait de gérer des situations sociales et humanitaires indéniables liées à la satisfaction des besoins en vivres et en non-vivres.

RETOUR AU PAYS ET AU CHÔMAGE

Il y a toute une masse de «bras valides» qui sont partis et qui se retrouvent sans occupation.

Le «chômage» forcé et inattendu constitue également une préoccupation pour le nouveau gouvernement appelé à faire face à une chute libre du maigre progrès réalisé dans ce domaine. Si une solution rapide n'est pas trouvée le bateau Mali risque d'aller tout droit à un naufrage quasi certain.

Issiaka COULIBALY